

LA TRIBUNE INDOCHINOISE

Organe officiel du Parti Constitutionnaliste Indochinois

Paraissant les Lundi, Mercredi et Vendredi

DIRECTEURS POLITIQUES : BUI-QUANG-CHIEU & NGUYEN-PHAN-LONG

RÉDACTION & ADMINISTRATION : 72, RUE LA GRANDIÈRE - SAIGON

TÉLÉPHONE : 696
Boîte postale 138

TARIF DES ABONNEMENTS	
Un an.....	12\$
Six mois.....	7
Trois mois.....	4
Annonces légales :	
0 \$ 50 la ligne de 6 points sur 11 colonnes.	
Annonces commerciales :	
A forfait	

FUMEZ
LES
Cigarettes
JOB

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE
Tribunindo

Le problème indochinois est moins une question de textes que de discipline sociale chez le conquérant

Pour faire de la colonisation une œuvre honnête et morale, après l'acte initial de force, pour la réhabiliter en fait, sinon en droit, il faut « avoir le goût » de l'indigène, dans le sens où Renan disait que Jésus avait le goût du pauvre.

Le problème de la colonisation indochinoise, particulièrement, n'est pas seulement une question de textes et de réformes statutaires. Il est surtout une question de discipline sociale chez le conquérant, à défaut d'instinctive justice.

Jusqu'à présent, ce « goût » de l'indigène a totalement fait défaut au Français d'Indochine, et c'est plutôt du dégoût qu'il éprouve inconsciemment pour le colonisé, pour son ambiance, ses mœurs, sa civilisation, sa personne et son foyer — à un degré moindre sans doute que d'autres colonisateurs, mais beaucoup trop encore, à l'égard d'un peuple qui, sur bien des points, peut être considéré comme supérieur au Français moyen. Et ce sentiment fâcheux, qui comporte tout de même des exceptions, a été dénoncé avec une tristesse sincère par les artisans les plus qualifiés de la colonisation française parmi lesquels on peut citer : le Gouverneur général de Lanessan, dans ses *Principes de colonisation*, le Gouverneur général Luce dans une enquête de la *Dépeche coloniale*, le commandant Charles-Roux, au cours de la même enquête, le Gouverneur général Beau, parlant à l'auteur de ces lignes, hier encore le Gouverneur général Varrenne, dans un discours riche de substance, prononcé à la Chambre — et l'on pourrait ajouter le Ministre François Piétri, avec les demi-aveux que lui arrachait sa conscience d'honnête homme, dans son discours de Lorient que célébra toute la presse républicaine.

La politique « d'association » est le seul moyen proposé jusqu'ici pour atténuer cette répulsion que l'indigène inspire aux aristocrates de tous teints et de tous poils de nos administrations d'outre-mer et aux autres oligarques de l'esprit de conquête. Or cette politique n'a jamais été appliquée en Indochine, de l'aveu unanime des témoins désignés ci-dessus et de bien d'autres encore.

Elle ne sortit jamais des cartons administratifs. Elle fut plus que lettre morte, car si elle avait été simplement lettre morte, on pourrait au moins dire qu'elle a vécu un instant, mais elle ne fut même pas, en Indochine, l'ombre d'une ombre ! Les quelques discours officiels qui hâsardèrent de la mentionner, sans conviction d'ailleurs, ne s'en servaient que pour la symétrie apparente, comme l'architecte se sert d'une fausse fenêtre pour sauver l'harmonie compromise d'une façade...

Alors ? Va-t-on recommencer à barbouiller du noir sur du blanc, sans marquer le moyen de veiller à l'application des réformes projetées ? Se décidera-t-on à incruster dans une discipline inexorable ce dogme de justice absolue et d'égalité sincère, cette fusion raisonnée des âmes qui, seule, peut rétablir la colonisation et en rendre les chaînes supportables à certaines races évoluées que la conquête a agenouillées de force et qu'elle maintient en cette posture, malgré leurs soubresauts de bêtes blessées et flagellées ? Cambodgiens, Laotiens, Moïs, Néocaledoniens, Malgaches, Dahoméens, Congolais, pygmées, anthropophages, amazones et nègresses à plume, qui resteront longtemps en cor de bonnes poires pour notre sort d'apostolat, s'accrocheront-ils à leur état présent, d'ailleurs très amélioré. Tant mieux ! Mille fois tant mieux ! Et nous en éprouvons une joie pure de tout mélange.

Mais le sort de tel autre peuple payant périodiquement de sacrifices sanglants l'espérance d'un statut de liberté nationale, scellé dans une alliance française, ne mérite-t-il pas d'attirer l'attention de la France, à l'occasion de ces réformes qu'on prétend instaurer, en manière de consécration de l'étape nouvelle qui vient de marquer son silencieux calvaire ?

Jacques DANLOR.

P.S. — A lire, dans la *Revue des Vivants*, numéro de septembre : *Le rôle du crédit dans l'expansion marocaine*, par François Piétri.

La manie du bombardement

(du journal « Le Petit Populaire du Tonkin »)
In vraisemblable, mais vrai !

Dans l'après midi du 12 Septembre, un garagiste français de Vinh se rendait dans le Phu de Hung-Nguyen à l'endroit même où avait eu lieu, le matin, le bombardement des rebelles par avions. Une corvée de 25 indigènes, sous les ordres du Ly-Truong de la localité, procédait à l'ensevelissement des nombreux cadavres jonchant le sol. A cette vue, notre compatriote arrêta sa voiture à 200m à peine du lieu du massacre ; il ne tardait pas à être rejoint par un entrepreneur annamite en automobile lui aussi.

Il était 16 heures environ. Pendant un long moment, tous deux contemplèrent la macabre besogne. Soudain, un vrombissement attirait leur attention ; un avion de reconnaissance survolait la campagne. Grande fut leur stupefaction en voyant l'avion survoler le groupe des travailleurs, lancer sur eux une bombe et continuer sa route.

Le moment de surprise passée les deux spectateurs se portèrent au secours des travailleurs ; le Ly-Truong avait une large blessure dans le dos et deux à la tête, onze coolies gisaient sur le sol tués ou gravement blessés.

Ce n'est plus de la répression, c'est de l'assassinat.

Est-il interdit maintenant aux indigènes de se réunir, pour les cérémonies qui leur tiennent le plus à cœur, sous peine d'être assassinés en masse par nos aviateurs ?

Nous demandons à M. le général Billote une enquête, et des sanctions en rapport avec le crime commis.

Un nouveau journal

Nous sommes heureux d'apprendre que va paraître un nouveau journal annamite de langue française « Le Peuple ». C'est un hebdomadaire dirigé par M. Lê Trung Nghia, un de nos anciens collaborateurs, qui s'est fait déjà remarquer, durant sa collaboration, par sa plume et surtout par son crayon. Car M. Lê Trung Nghia est aussi un caricaturiste de talent. Nous souhaitons, selon la formule consacrée, à son journal longue vie et prospérité.

Insinuations malveillantes et injustifiées

Dans son numéro du dimanche dernier, le *Phare* nous a reproché d'avoir cessé subitement, après l'avoir déclenchée, notre campagne contre les riprois clandestins de Saigon et de Cholon et à insinué que le Roi du jeu aurait acheté notre silence moyennant une somme de 2.000 piastres.

Pour toute réponse à cette insinuation malveillante et calomnieuse, nous nous bornons simplement à demander à notre confrère M. Paul Marchet de se reporter aux divers articles que nous avons publiés dans la *Tribune Indochinoise* (numéros des 10, 15, 22 et 27 Octobre courant), sous les titres : « *Tripots clandestins* », « *Détournements de fonds publics* », « *Le tripot de la rue Alsace Lorraine* » et « *Une fausse alerte chez les joueurs* ».

Au public donc de juger l'attitude de notre confrère, le Directeur du *Phare*, et la nôtre.

Nous ne sommes pas hommes à nous vendre.

Nous n'avons jamais craint, dans n'importe quelles positions sociales où nous nous trouvons, de dire la vérité et nous conserverons toujours cette ligne de conduite.

Un banquet à l'A. F. I. M. A.

Hanoi, 20 Octobre 1930.

Le magnifique hôtel de l'A. F. I. M. A. (Association pour la Formation Intellectuelle et Morale des Annamites) situé sur les bords du Petit Lac, est illuminé à giorno : c'est jour de grande fête. Les Elus du Tonkin, membres de la Chambre des Représentants du Peuple et Conseillers Municipaux, reçoivent leurs frères des autres parties de l'Union Indochinoise, membres du Grand Conseil des Intérêts Economiques de l'Indochine.

Dès 7 heures des autos stationnent aux bords du Petit Lac. Dîner par petites tables sous la tonnelle du Jardin. Un ciel serein de printemps nichois.

M. le Conseiller Nguyen-Lê préside le banquet auquel, outre les Elus du Tonkin, participent M. M. Hoang-trong-Phu, Tong-doc de Ha-dong, Nguyen-van-Qui, ancien Tong-doc de Bac-ninh, et Nguyen-van-Vinh, Directeur du Trung-Bac Tân-Van.

Les membres indigènes du Grand Conseil du Laos, du Cambodge, de l'Annam et de la Cochinchine, sont au complet.

La tenue de ville indique bien qu'il s'agit d'une réunion toute fraternelle des enfants de la Grande Famille Indochinoise qui ne désirent que resserrer les liens de solidarité qui les unissent dans une œuvre commune.

Au Champagne, M. Nguyen-Lê prononce l'allocution suivante :

Messieurs les Délégués, de la Cochinchine, de l'Annam, du Cambodge et du Laos,

Notre joie est grande de vous souhaiter, au nom des Corps élus Indigènes du Tonkin, la bienvenue dans notre Ville de Hanoi. Entre frères et amis qui se retrouvent, il ne peut en être autrement.

Comme celle des oiseaux migrateurs qui, chaque année, nous portent leur message de joie et annoncent le beau temps, votre arrivée fait battre nos cœurs plus à l'unisson et ranime nos espoirs. Quelque chose d'heureux semble devoir nous arriver bientôt et, instinctivement, nous prenons foi en un avenir meilleur.

De fait, vous êtes ici pour représenter nos pays, défendre l'avoir commun, traduire nos sentiments et exposer nos doléances. Vos fonctions, délicates entre toutes, vous les avez remplies avec conscience, avec dignité.

Nous le disons sans flatterie car nous avons suivi de très près vos travaux et nous constatons avec fierté, que vos actes sont constamment guidés par l'intérêt supérieur de l'Indochine. Faire son devoir ; c'est vite dit, mais pour le faire dans ce pays où souvent les intérêts s'affrontent, il faut plus que du désintéressement, plus que du courage, il faut aimer son pays et l'aimer profondément.

Messieurs les Délégués, vous n'avez pas trompé notre espoir. Et à ce spectacle vraiment reconfortant s'ajoute, cette année un autre plus reconfortant encore : celui de voir tous nos représentants se solidariser et travailler en pleine concorde condition sine qua non de tout effort bien-faisant et fécond.

Qu'il nous soit donc permis de vous rendre un hommage public et vous dire au nom de la population tonkinoise : grand merci !

Messieurs, je bois à votre bonne santé, à la prospérité et à la grandeur de l'Union Indochinoise.

M. Bui-quang-Chieu, Vice-Président du Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers, répond au nom des invités des quatre autres parties de l'Union ; c'est une improvisation que nous essayons de résumer.

Le Vice-Président du Conseil Colonial de Cochinchine adresse à ses compatriotes du Tonkin le salut fraternel des populations des pays représentés. Puis entrant dans le vif du sujet, il déclare que les Indochinois, Cambodgiens, Laotiens et Annamites, forment une seule et même famille dans l'Indochine française dont ils ont la haute mission de venir représenter les intérêts collectifs au sein de la plus Haute Assemblée du pays. Il est heureux de constater le parfait accord de tous les membres indigènes du Grand Conseil dont le cœur bat à l'unisson dans la poursuite de l'idéal commun qui est de doter l'Indochine d'un régime de plus de justice et de liberté. Les yeux fixés sur le but à atteindre, ils travaillent silencieusement et courageusement. La violence, dit l'orateur, d'où qu'elle vienne, nous la repoussons, car les actes brutaux ne peuvent que semer la haine, que laisser de l'amertume dans les âmes.

« Notre sort est entre nous : il nous appartient de le préparer avec persévérance et méthode, dans l'ordre et la légalité. Nous avons un outil, et tant vaut l'ouvrier, tant vaut l'instrument. » L'orateur fait ensuite appel à la fraternité indochinoise pour travailler à la prospérité commune, dans la paix fran aise. Et il termine en levant le verre au Cambodge, au Laos, à l'Annam, et à l'Union Indochinoise.

La soirée se prolongea fort tard dans la nuit, des chanteuses du Khâm-Thien ayant été mobilisées nombreuses pour apporter à cette inoubliable fête le charme de leur présence, de leur chants mélodieux, et la grâce de leurs sourires.

L'Union indochinoise est faite ; il ne s'agit plus que d'en tirer les conséquences politiques.

Ruine de la population agricole

Augmentation de 45% de la taxe de sortie du riz
Télégramme à Bui-quang-Chieu Vice-président
Grand Conseil Intérêts Economiques
Financiers, Hanoi.

Urgent — Profondément consternés par augmentation quarante cinq pour cent taxe sortie riz ayant graves conséquences baisser cours paddy et en diminuer exportation dans fortes proportions au nom population agricole annamite Cochinchine vous demandons proposer Délégués indigènes Grand Conseil renouveler ensemble protestation énergique contre cette impolitique augmentation au moment où pays subit crise économique formidable stop Trouvons inadmissible qu'on augmente plus deux millions demi piastres taxe sortie riz pour accorder prime trente six millions francs planteurs caoutchouc.

Truong-van-BEN.
Lê-quang-LIEM.
Nguyen-van-SAM.

C'est aussi à cause du jeu | AU GRAND CONSEIL

Séance plénière

Les journaux de France arrivés par le dernier courrier nous ont apporté la nouvelle sensationnelle de trois détournements de sommes colossales, commis au préjudice de leurs patrons par des Caissiers et Comptables des maisons de commerce :

Le premier est un ensemble de vols successifs commis pendant plusieurs années par un clerc de notaire et dont le montant se chiffre à 16 millions de francs. Cet employé indolent a avoué avoir perdu toute cette somme au pari mutuel des courses de chevaux.

Le second vol qui fait un trou de 1.500.000 fr. dans une caisse, a pour auteur un comptable en qui son patron, un industriel, avait la plus entière confiance. La somme détournée a été dissipée dans les divers cercles de Paris.

Enfin, le troisième détournement qui est le moins important des trois, a été accompli par le fondé de pouvoirs d'un commerçant, son montant s'élevait à 195.000 fr. a été dilapidé dans les Casinos de Monte-Carlo.

Ainsi, en France comme en ce pays, c'est toujours la passion du jeu qui pousse les indolents employés des maisons de commerce et fonctionnaires de l'Administration, à abuser de la confiance de leurs patrons et Chefs et à commettre, dans un moment de faiblesse, des vols dont les produits vont tout se perdre dans les maisons de jeu.

C'est un état de choses déplorable qu'on peut constater dans tous les pays du monde. Tout gouvernement soucieux réellement des intérêts de la société qu'il dirige, se doit l'obligation de réprimer, aussi sévèrement que les autres délits de droit commun, le jeu qui est un véritable fléau pour le pays.

Ceci posé, nous nous demandons pour quelles raisons la Police de Saigon continue à laisser fonctionner les crédits affectés à l'Institut Océanographique de Nha-Tran, et destinés à l'édification d'un aquarium. A propos du chapitre LXXII et sur la demande de M. Bui-quang-Chieu, le directeur de l'Instruction publique annonce l'intention de l'administration de refaire un lycée neuf à Saigon, en remplacement du lycée Chasseloup-Laubat.

Au cours de la séance plénière qui a commencé dans la matinée à 8 h. 45, le Grand Conseil a continué l'examen du budget, chapitres de l'enseignement. Il a accepté la diminution de 25.000 piastres demandée par la commission des finances sur les crédits affectés à l'Institut Océanographique de Nha-Tran, et destinés à l'édification d'un aquarium. A propos du chapitre LXXII et sur la demande de M. Bui-quang-Chieu, le directeur de l'Instruction publique annonce l'intention de l'administration de refaire un lycée neuf à Saigon, en remplacement du lycée Chasseloup-Laubat.

Au sujet de l'enseignement technique, chapitre LXXVIII, M. Thalamez donne des explications sur le fonctionnement des divers établissements notamment sur l'école de commerce. Les chapitres suivants sont adoptés sans observation, mais à l'occasion du chapitre XCII, Assistance Médicale, plusieurs conseillers dont M. de La chevrotière, Lambert, Bui quangu Chieu signalent l'intérêt de faciliter et d'étendre le recrutement des infirmières européennes et indigènes, qui constituent des collaboratrices particulièrement utiles pour le service d'hygiène.

Les chapitres relatifs à l'Inspection Générale du travail sont adoptés.

A l'occasion de ceux concernant l'inspection générale des mines et de l'industrie et la subvention à la Marine Marchande, M. Tran van Kha de

Notre mission coloniale

Avons-nous une politique coloniale ?

Rien de moins certain, si l'on considère les actes. Il semble qu'après la période d'administration militaire, nous avons remis à un empirisme opportuniste le soin de nous guider dans une œuvre immense.

Il faut savoir gré à M. Piétri d'avoir tenté de définir hier, à Marseille, les principes fondamentaux de notre action colonisatrice.

Son discours contient un programme. Comme tous les programmes adroitement conçus, il est le développement d'un système qui répond aux préoccupations immédiates. On y trouve une part de générosité sociale, une autre de constatations optimistes.

Ce qui importe, ce n'est pas tant l'exposé des intentions gouvernementales que les procédés et les faits.

Le ministre des Colonies a compris qu'il ne lui convenait pas de s'en tenir à une conférence. Il a donc abordé la question, toujours brûlante, de la pacification en Indochine.

Rien de plus aisé que de nous montrer quelques brillants succès, dans notre grande possession asiatique.

Depuis quarante années, avec du sang et de l'argent, nos fonctionnaires et nos colons ont créé, dans cette contrée où régnait une anarchie déplorée, une magnifique prospérité.

Il y a des chiffres probants. Les cultures se sont multipliées, les mines sont ouvertes à l'exploitation, un important outillage économique seconde le travail.

On ne pourrait dire sans injustice que les améliorations politiques et sociales furent absolument négligées, mais pourtant il faut reconnaître loyalement ce que notre initiative n'a pas encore su accomplir.

D'un pays pauvre, nous avons fait un pays riche. Rien à dire sur la mise en valeur de ces territoires dont les trésors attirèrent de hardis pionniers. S'il y eut de beaux efforts, il est vrai qu'ils furent largement récompensés.

Mais les indigènes, eux-mêmes n'étaient-ils pas en droit de prétendre à une part des bienfaits récupérés par les ingénieurs occidentaux, devenus leurs maîtres ?

Nous ne pouvons nous arrêter à mi-chemin dans l'entreprise de civilisation, si nous poussons à bonne fin celle de réalisation économique. En apportant aux indigènes les bienfaits de notre culture, nous nous engageons à leur accorder les droits que peuvent revendiquer des hommes initiés aux idées libérales européennes.

C'est là qu'est le conflit.

Il n'a pas échappé, croyons-nous, à la sagacité de M. Piétri. Il préconise heureusement une méthode de collaboration. Il veut sans doute orienter définitivement l'Indochine, comme nos autres possessions d'outre-mer, vers le progrès économique et social, dans une ambiance politique apaisée.

Tel est le but, mais il faut avoir la volonté de l'atteindre.

Justice d'abord ! Il importe que les vieux préjugés de race disparaissent ; il faut que les indigènes soient traités comme des hommes libres.

Le ministre des Colonies entend réorganiser l'inspection du travail. Souhaitons qu'elle veuille sur les procédés dont on use envers les Annamites, dans tous les chantiers, dans tous les travaux. Il importe que les salaires soient normaux et les conditions de vie matérielle contrôlées.

M. Piétri nous annonce, en outre, un règlement nouveau du régime des concessions.

Espérons que ce n'est pas là une vaine promesse. Certains scandales doivent prendre fin. Le danger est grand de créer, dans ces régions lointaines, des roitelets de riz, du caoutchouc ou des charbonnages.

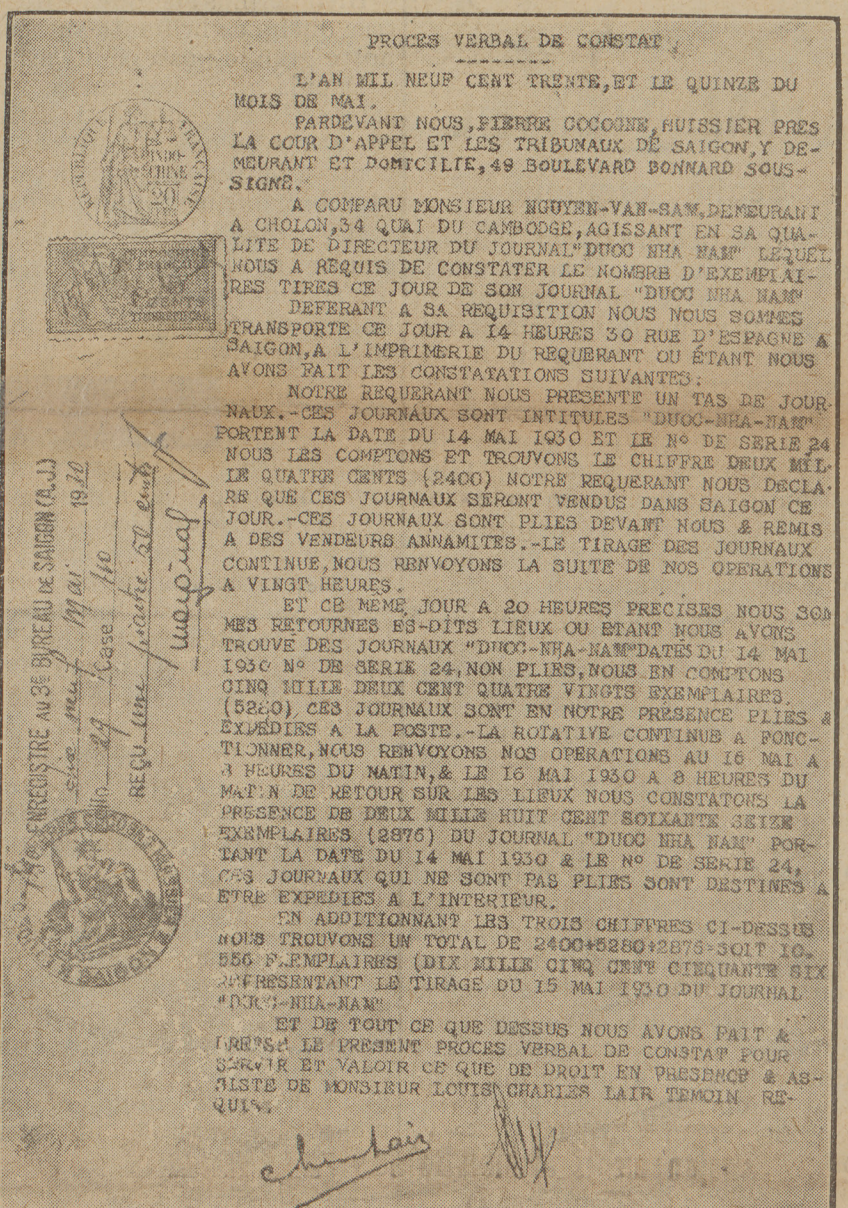
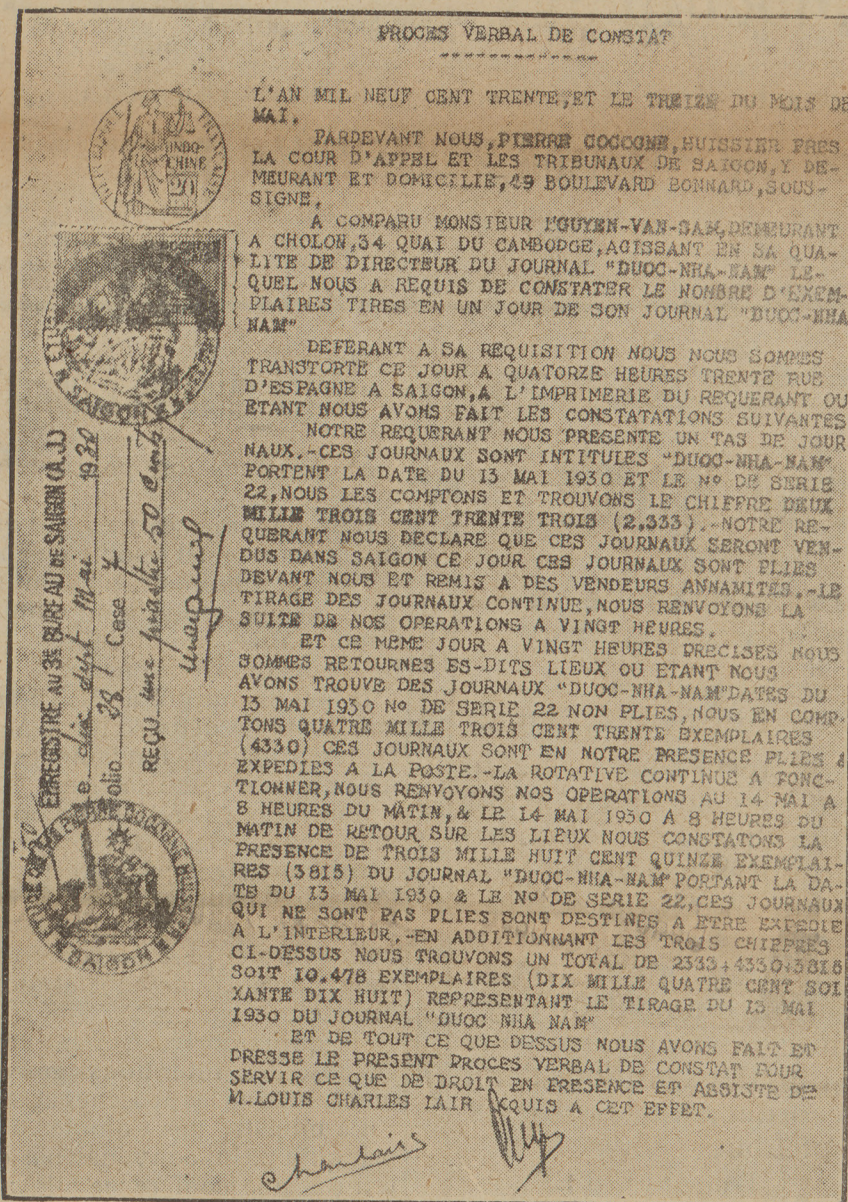
L'Asie est en fièvre. Il faut la calmer, là où flotte le drapeau français, par un régime de bienveillance tutélaire et d'équité.

LE QUOTIDIEN.

mande que les conditions de passage à bord du « Claude Chappe » des travailleurs se rendant en Cochinchine soient améliorées. Le Secrétaire Général promet de faire la nécessaire auprès de la compagnie concessionnaire. Après le vote des chapitres considérés, la séance est levée et renvoyée à l'après-midi.

Commerçants et Industriels!

Vous toucherez toute la clientèle annamite en faisant de la publicité dans le **Duoc-Nha-Nam**, quotidien de langue annamite tirant à plus de dix mille exemplaires, ainsi qu'en font foi les procès-verbaux de constat d'huissier dont voici le fac-similé:



CABINET DE CONSULTATION MÉDICALE

MADAME & M. CAO-SI-TAN

DOCTEUR EN MÉDECINE

N° 150 RUE MAC-MAHON - SAIGON

CONSTRUCTIONS EN BÉTON ARMÉ
Travaux Publics et particuliers**NGUYEN-VAN-SAM**

Ancien Agent voyer Indochinois des T. P.

ENTREPRENEUR

Bureau : 34, Quai du Cambodge, CHOLON

Études, Plans et Devis sur demande

CABINET DE CONSULTATIONS
MÉDECINE GÉNÉRALEDocteur **TRÂN-VĂN-NŨ**

12, Boulevard Gallieni

EN FACE DU MONUMENT DES MORTS

CANTHO

Vers une constitution

I — Protectorat ou Administration directe
(Suite)

Le Parlement comprendra une Chambre unique pour l'Annam-Tonkin élue au suffrage restreint suivant les modalités qui varieront avec l'évolution du pays. La Chambre aura comme le gouvernement l'initiative des lois, mais les projets de lois émanant de l'un comme de l'autre seront soumis avant d'adoption à un Conseil d'Etat composé de Gouvernements annamite et non comme des représentants du Protectorat. Le contrôle de ce dernier s'exercera, suivant des modalités à déterminer, par des délégués auprès des ministères et dans les provinces par des résidents, qui, (art. 7 du traité), éviteront de s'occuper des détails de l'administration intérieure des provinces.

Le mandarinat actuel constituera le personnel administratif (administration centrale et provinciale) dépendant du ministère de l'Intérieur, et sera réorganisé en conséquence.

Les principaux départements ministériels seront : Intérieur, Finances, Justice, Education nationale, Hygiène, assistance et prévoyance sociale. Il y aura un département de la milice, qui, avec des conseillers et instructeurs français, aura la direction des milices nationales et provinciales chargées d'assurer l'ordre à l'intérieur, la défense extérieure étant assurée par le Protectorat, le département de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie collaborera avec les services techniques du Protectorat et du Gouvernement général pour travailler au développement économique du pays ; un ministère des Rites et de la maison royale s'occupera, comme au Japon, des questions rituelles et de celles relatives à la famille royale. Tous les autres services techniques, travaux publics, douanes, etc., ayant besoin d'un personnel spécialisé, continueront à relever du Protectorat ou du Gouvernement général, de même que les établissements d'enseignement secondaire et supérieur, le Ministère de l'Education ne s'occupant que de l'enseignement primaire et populaire, de l'éducation de la masse.

L'administration aura, comme aujourd'hui à sa base la commune autonome avec son conseil communal et comprendra des conseils de phu et de huyen ou conseils d'arrondissement et des conseils provinciaux ou conseils généraux qui assisteront les chefs de provinces et chefs de circonscriptions.

Voilà les grandes lignes du programme des réformes qui pourront être réalisées au prochain retour de S. M. Bao-dai.

Nous ne nous dissimulons pas toutes les difficultés qu'il présente, et dont la moindre, nous l'avons vu, n'est pas le manque d'un personnel politique vraiment à la hauteur de la tâche. Si nous avons dans le mandarinat actuel un personnel administratif qui, mieux dirigé, contrôlé, surveillé, sera capable de remplir convenablement sa tâche, nous avons peu d'hommes qui aient vraiment l'étoffe d'hommes d'Etat ou de gouvernement. D'ailleurs comment auraient-ils pu se former, se manifester sous le régime actuel?

Mais on trouvera bien dans tout l'Annam-Tonkin une douzaine de personnalités susceptibles de constituer l'équipe ministérielle de la première heure. Des valeurs surgissent partout, car c'est à l'œuvre qu'on juge l'artisan : en tout cas, les successeurs de ces hommes vaudront certainement mieux qu'eux, car ils auront eu le temps de se former à l'école de l'expérience et de la pratique.

La Chambre, elle aussi, sera au début bien inexpérimentée et novice. Mais au fur et à mesure des progrès de l'éducation de la masse, — œuvre à laquelle devra s'atteler dès l'abord le futur gouvernement annamite, — les élections se feront moins sur des questions de personnes, comme à l'heure actuelle, que sur des idées et des programmes, et peu à peu se formera un noyau de représentants capables de défendre avec autorité et compétence les intérêts du peuple, et d'exercer leur droit de contrôle et de critique.

Nous avons malgré tout confiance en les qualités natives de notre race, et nous sommes convaincus qu'avec leurs facultés d'adaptation et d'assimilation nos compatriotes ne tarderont pas à se mettre au rythme de l'évolution nouvelle.

Nous ne nous faisons pas d'illusions : la réforme envisagée ne sera pas d'un coup parfaite ; elle ne satisfiera pas tout le monde. Elle ne mettra pas fin du jour au lendemain au malaise dont souffre le pays. Elle ralliera néanmoins tous les hommes raisonnables, tous les esprits pondérés, toutes les bonnes volontés prêtes à se dévouer à un idéal national et patriotique. Car elle aura donné ou redonné à tous, sous une forme tangible et concrète, une patrie à servir, et c'est beaucoup.

III — Education nationale

Dans le projet de réforme constitutionnelle dont j'ai essayé d'exposer l'économie générale, j'ai fait allusion à l'œuvre d'éducation nationale qui doit être la tâche essentielle, primordiale du futur gouvernement annamite.

Le département de l'Education sera, à notre avis, un des plus importants, sinon le plus important de tous.

Le succès de toutes autres réformes d'ordre politique et administratif dépendra en grande partie de l'éducation de la masse.

Or la masse annamite est essentiellement malléable, et l'amour de l'instruction est une des qualités que tout le monde s'accorde à reconnaître à nos compatriotes.

Il s'agit de profiter de ces bonnes dispositions pour leur donner une instruction et une éducation appropriées.

Nous ne faisons pas ici le procès de l'enseignement officiel. Il a été déjà fait par d'autres, non pas toujours sans parti-pris.

Du point de vue des événements, cet enseignement n'a pas bonne presse. On le rend responsable des troubles actuels : on en fait une sorte de bouc émissaire qu'on charge de tous les péchés d'Israël.

En vérité, il ne mérite pas cet honneur ou cette indignité. Serviteur fidèle de la politique gouvernementale, il suit tous les changements, toutes les variations, toutes les hésitations et toutes les incohérences de cette politique. Quand celle-ci n'est pas elle-même bien fixée quant aux moyens à employer et quant au but à atteindre, comment veut-on que le système d'enseignement qui en découle puisse produire de bons résultats?

Si c'est la politique d'assimilation qu'on adopte, l'enseignement doit viser à transformer complètement les Annamites pour en faire un jour des Français. Si c'est au contraire la politique de collaboration et d'association, son but doit être, par une éducation appropriée qui s'adapte au génie même de la race, d'en faire des associés et des collaborateurs vraiment dignes.

Mais comme on a longtemps hésité entre ces deux politiques, et qu'on s'est arrêté à un régime bâtarde qui ne relève ni de l'une ni de l'autre, il s'ensuit que l'enseignement dispensé aux Annamites n'aboutit à l'heure actuelle qu'à les détacher de leur milieu sans pour cela les rapprocher de la France. Et il est vrai que le malaise actuel vient en partie de cette éducation au petit bonheur, sans plan ni but précis.

Puisque notre réforme a pour but de réaliser une véritable politique de protectorat, l'enseignement devra être réorganisé en conséquence.

Nous ne parlons ici que de l'enseignement primaire, populaire, de l'éducation de la masse, qui se relève du Ministère de l'Education, les autres ordres d'enseignement continuant à être sous la direction du Protectorat.

Cette éducation doit être entreprise dans un sens nettement moral et national. Elle doit viser à former de bons citoyens annamites conscients de leurs droits et de leurs devoirs, respectueux de l'ordre et de la loi, sachant aimer leur pays par dessus tout et désireux de travailler à sa prospérité et à sa grandeur. Repasant sur le culte de la patrie et de la race, elle doit puiser ses enseignements et ses principes dans les anciennes traditions et les vieilles disciplines qui à travers les siècles ont fait la force et la solidité de la famille et de la nation annamites. Elle doit également faire un choix parmi les idées modernes importées de l'Occident et vulgariser celles qui sont de nature à favoriser le développement de l'individu, à donner le sentiment de la dignité personnelle, la passion du bien public, le désir de plus d'équité et plus de justice sociale, bref ceux qui sont susceptibles d'apporter un complément heureux à nos qualités ou nos vertus propres.

Quant à l'instruction proprement dite, elle doit viser seulement à donner au plus grand nombre un bagage de connaissances usuelles indispensables pour la vie pratique. Elle ne doit pas détacher les jeunes gens de leur milieu, mais leur apprendre à aimer celui dans lequel ils sont nés. Pour cela, elle ne doit pas, se conformant à des programmes rigides, leur enseigner des choses dont ils n'auront pas besoin ; mais celles qui leur sont d'une utilité immédiate pour l'état ou la condition qui est la leur, et surtout leur apprendre à devenir des hommes honnêtes et de bons citoyens, capables de rendre service à leur famille et à leur patrie.

Cette instruction élémentaire essentiellement morale et civique, elle aussi, doit être rendue peu à peu obligatoire. Il faudra qu'un jour tous

Crédit Foncier de l'Indochine

Société Anonyme au Capital de 110 millions de francs

AGENCES EN COCHINCHINE

SAIGON : 32, Boulevard de la Somme
CANTHO : Boulevards Delanoue et Saintenoy
Autres Agences : PHOM-PENH, HANOI, HAIPHONG, BANGKOK

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES A LONG TERME

Sur immeubles urbains : remboursables par amortissements mensuels, trimestriels semestriels ou annuels — Taux 12 % par an.

Sur rizières : remboursables par paiements annuels, au moment de la vente de la récolte de paddy — Taux 12 % plus dans certains cas 2 % de commission d'aval.

PRÊTS SPÉCIAUX POUR LA CONSTRUCTION D'IMMEUBLES

Pour tous renseignements, écrire à l'Agence la plus proche de votre résidence : SAIGON ou CANTHO.

SOCIÉTÉ ANNAMITE DE CONSTRUCTIONS

Société anonyme au capital de 100.000 \$

AVIS

Messieurs les Actionnaires qui n'ont pas encore versé leur part sont priés d'en effectuer le versement, avant le 20 Juin 1930, à la Société Annamite de Crédit à Saïgon ou à Vinhlong.

Pour tous renseignements, s'adresser à Monsieur Nguyen-van-Sam, 72, Rue Lagrandière Saïgon.

QUAN LUONG Y

R. HERISSON

Khám các thủ binh

CON MAT — LO TAI, LỒ MŨI

VA ĐỐC GIÒNG

218, đường Mac-Mahon

Ngang Nũ Học-dương, Saïgon

Điện thoại nói 400

L'Argus de la Presse

L'Argus de la Presse, « Voix tout fondée en 1879, les plus anciens Bureaux d'articles de Presse, 37, rue Bergère, Paris, lit et dépose plus de 20.000 Journaux et Revues dans le Monde entier.

L'Argus, édite l'Argus de l'Officier, lequel contient tous les votes des hommes politiques.

L'Argus recherche les articles passés présents et futurs.

L'Argus se charge de toutes les Publicités en France et à l'Etranger.

les Annamites sachant au moins lire et écrire dans leur propre langue. Une fois que le but de l'éducation populaire aura été bien compris, une fois qu'on aura su que l'instruction répandue dans la masse n'est qu'une préparation à la vie égale pour tous, et qu'elle ne donne à ceux qui la possèdent aucun droit, l'obligation pourra être décrite sans inconvénient, étant donné le goût inné de ce peuple pour l'étude, même quand elle ne mène à rien, sera facilement acceptée par tous. Elle contribuera puissamment à élever le niveau moral et intellectuel de la masse et à la rendre de plus en plus apte à participer dans une mesure de plus en plus large à la gestion des affaires publiques.

Quels sont les moyens à employer pour réaliser ce programme d'éducation nationale?

L'enseignement, la propagande par le livre, l'image, la brochure ou le tract, les œuvres post-scolaires et d'enseignement mutuel, les conférences et les bibliothèques populaires, voilà les moyens classiques qui s'offrent tout naturellement en matière d'éducation populaire.

Mis il faudra les utiliser dans un esprit nouveau, et avec des méthodes nouvelles.

Nous avons autour de nous des exemples frappants.

Comment les théories révolutionnaires, comment les doctrines extrémistes arrivent-elles à se répandre si facilement dans les masses? Par une organisation de la propagande qui s'inspire des lois les plus subtiles de la psychologie des peuples.

Et comment les commerçants avisés réussissent-ils à placer leurs marchandises et à atteindre une clientèle de plus en plus vaste? Par une organisation de la publicité qui se réfère aux mêmes lois et dérive des mêmes principes.

PHAM-QUYNH.

(A suivre).

PIASTRE INDOCHINOISE

29 octobre 1930

Taux officiel : 10 fr. 00

Banque de l'Indochine	9 92
Banque Franco-Chinoise	9 92
Banque de Saïgon	9 92
Financière Française et C.	9 92
Hongkong Shanghai	9 92
Chartered-Bank	9 92
Société Annamite de Crédit	9 92

COTE DES CHANGES

Saïgon, le 29 octobre 1930.

	Vente	Livr. rapprochée
Paris	TT 9.90	8 j. 10.01
	vue 9.92	30 j. 10.04
		60 j. 10.08
		90 j. 10.12

Londres	TT 1.7 3/16	8 j. 1.7 7/16
	vue 1.7 1/4	90 j. 1.7 5/8
Etats-Unis	TT 38 7/8	30 j. 39 1/2
	vue 39 1/16	60 j. 39 5/8
Hongkong	TT 17 1/4	1/2 30 j. 19 1/2
Shanghai	TT 98 1/2	1/2 30 j. nominal
Japon	vue 78 5/8	60 j. 79 3/4
Manille	vue 78 1/2	10 j. 79 3/8
Singapore	vue 45 3/8	1/2 30 j. 43 1/2
Java	vue 97	30 j. 98 1/4
Bangkok	vue 113 1/4	
Indes	vue 108	T.T. 108 5/8

Argent ready	15 3/4
métal (forward)	15 11/16
Paris/Londres	123.70
Paris/New-York	—
N. Y./Londres	—
Argent fin N. Y.	—

Banque de l'Indochine.

COURS DU PADDY DE SAIGON

Rendu aux usines de Cholon, sacs perdus, Par picul de 68 kgs

Paddy pour riz de Choix	3.90 à 4.10
Paddy pour riz n° 1	3.70 à 3.80
— n° 2 40 / Japon	3.40 à 3.50
— n° 3 50 / Japon	3.20 à 3.30
Paddy alimentaire	2.90 à 3.00

ARRIVÉES
De France

Le Dérade, vers le 31 octobre C. R.
Le d'Artagnan, vers le 4 novembre M. M.
Le Docteur Pierre Benoit, vers le 10 novembre M. M.

De la Chine et du Japon

Le Pothos, vers le 31 octobre M. M.
Du Tonkin et de l'Annam
Le Claude Chappé, vers le 4 novembre M. M.
Le Conspicue, vers le 6 novembre M. M.
Le d'Entrecasteaux, vers le 8 novembre C. R.

DÉPARTS

Pour la France

Le Pothos, vers le 4 novembre M. M.
Le Conspicue, vers le 6 novembre M. M.
Le d'Entrecasteaux, vers le 13 novembre C. R.

Pour l'Annam et le Tonkin

Le Desirade, vers le 4 novembre C. R.
Le Claude Chappé, vers le 6 novembre M. M.

Pour la Chine et le Japon

Le d'Artagnan, vers le 8 novembre C. R.
De Singapour

Compagnie Annamite
D'ASSURANCE - AUTOMOBILES

Société anonyme au capital de 200.000 \$
Siège Social : 54-56 rue Pellier - SAIGON
Adresse téléphonique : ASSURANA

Téléphone : 748

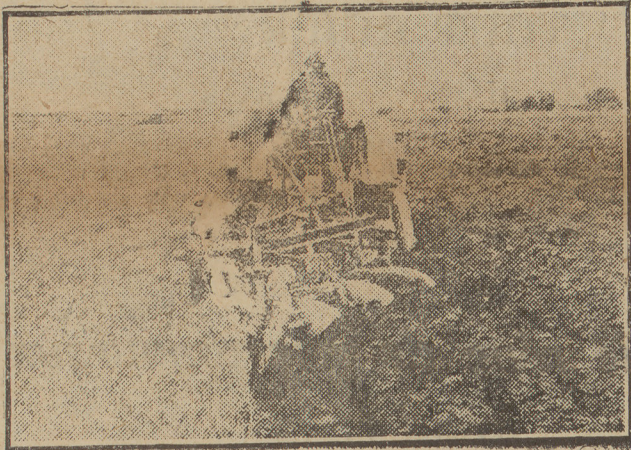
1° — PRIMES LES PLUS MODÉSTES.
2° — RÉGLEMENT RAPIDE EN CAS D'ACCIDENT.

SOCIÉTÉ ANONYME POINSARD & VEYRET

Paris — Saigon — Phnompenh — Haiphong — Hanoi

Représentants de Matériel & Machines Agricoles

Tracteurs Agricoles, Allis-Chalmers Company-Milwaukee (U.S.A.)



Ces tracteurs comportent tous les perfectionnements modernes et sont fabriqués en grande série, ce qui permet un prix de vente relativement bas.

Ils peuvent être transformés en "TRACTEURS A CHENILLES" par l'adjonction de chenilles. Ils peuvent également être munis de roues industrielles avec bandage en caoutchouc. Ils fonctionnent au pétrole ou à l'essence au choix.

On trouvera sur place des pièces de rechange usuelles et l'outillage de service. Essais à domicile faits sur demande.

Pompes d'élévation et d'irrigation "RATEAU" la meilleure marque française.

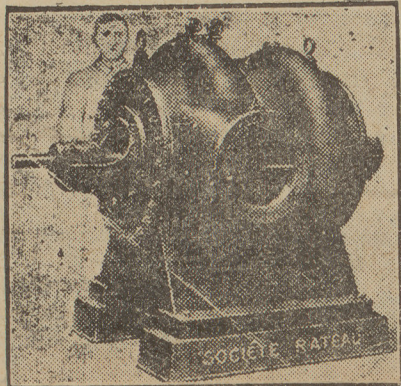
Différentes dimensions et débits de 200 à 10.000 m³ par heure.

Installation fixe et mobile plusieurs pompes ont été achetées par la Société agricole et industrielle du Thap-Muoi qui en est très satisfaite.

Devis d'installation sur demande.

Pour tous renseignements s'adresser à la

SOCIÉTÉ ANONYME POINSARD & VEYRET
121, Boulevard Charner, 121
SAIGON



ÉCOLE VIOLET DE PARIS

École des Ingénieurs Électriciens

LABORATOIRES DE PREMIER ORDRE

Pour tous renseignements s'adresser
au Docteur GUILLAUME

33, rue d'Amsterdam Paris (8e Arr.)

Le Docteur GUILLAUME fera visiter

l'Ecole aux personnalités annamites

de passage à Paris

Càc gành hát nèn
chữ ý

Rạp hát Thành-Xương đường Bo-
resse số 121, cửa ông Huyện Cần cho
mười, mấy đêm thường thì 40 p.00
còn đêm thứ bảy 60 p.00

Hát bộ Annam

Ngày thường 35 p. 00

Ngày thứ bảy 60 p. 00.

Nếu quý ông quý cô cần dùng xin
đo nơi số 14, đường Lacotte, như
quý vị muốn trọn tháng tính rẻ
hơn.

Tissage de soieries
et Teinturerie

Pierre LÊ-PHAT-VINH

TÉLÉPHONE N° 467

SPÉCIALITÉS DE :

SATINS, PONCÉES DE CHINE

ET TOUSSORS

SOIERIES SPÉCIALES

POUR LES FEMMES ANNAMITES

BANQUE DE L'INDOCHINE

PRIVILÉGIÉE

FONDÉE EN 1875

Société Anonyme au Capital de 72.000.000 de francs

Capital appelé... Frs 68.000.000

Montant global des réserves au 31 déc. 27 * 101.000.000

Directeur Général : M. René THION DE LA CHAUME

Siège Social : 96 Boulevard Haussmann, Paris (VIII)

SUCCURSALES & AGENCES

CHINE

CANTON

FORT-BYARD

HANKOU

HONGKONG

KOUKONG

MONTEZ

PÉKIN

SHANGHAI

TIENTSIN

YUNNANFOU

INDOCHINE

SAIGON

BATTAMBANG

CANTHO

HAIPHONG

HANOI

THANH-HOA

HUE

NAM-DINH

PHNOM-PENH

QUÉBÉCO

TOURANE

VINH

AUTRES SIÈGES

BANGKOK

DIBOY-TI

SOMÉA

PAPEETE

PONDICHERY

SINGAPORE

Correspondants sur toutes les places.

Elle traite toutes les opérations de Banque et de Change.

Adresse télégraphique :

INDOCHINE

A VENDRE

Magnifique terrain à bâtir de 1 ha. 15 de forme rectan-
gulaire en bordure d'un chemin vicinal à Phu-Nhuân.

PRIX A DÉBATTRE

S'adresser au bureau du journal

Que pensent les Français ?

Du Journal « Le Quotidien »

Au cours de la période que nous nous plaisions à appeler « les vacances », les événements ne chôment pas. Tandis que la terre nourrit ses fruits, les actes des hommes portent leurs conséquences.

Sil les récoltes, contrariées par la température, sont maigres, la politique européenne et mondiale ne nous donne guère raison de nous réjouir.

En ces mois d'août et de septembre 1930, que de faits importants ont éveillé l'attention des peuples !

Nous sommes à l'heure où les résultats économiques et politiques de la guerre et des traités apparaissent dans leur plein développement. Ne nous y trompons pas : ils peuvent avoir sur la destinée de l'Europe une influence décisive.

Des civilisations aussi fortes et aussi solides que la nôtre ont passé, laissant derrière elles ruines, misères, peuplades condamnées à une vie chétive, sans art, sans culture, sans idéal.

Les géologues affirment qu'un abaissement moyen de deux degrés de température suffirait pour ramener sur notre continent la période glaciaire : on peut soutenir qu'un léger déséquilibre entre les conceptions nationales et les internationales provoquerait l'anéantissement de la civilisation européenne.

Ce qui est certain, c'est que la lutte entre le national et l'international s'accroît. Mais combien différente est la signification de ces mots, selon les peuples, et même selon les individus !

Pour les uns, national signifie extension et progression de la race ; l'exaltation du sentiment national vise l'augmentation de la puissance de l'État, voire son accroissement territorial.

D'autres considèrent seulement le national comme une sauvegarde : il leur apparaît comme la force protectrice des citoyens d'un même État, mais entre eux par un même lien.

Pour les uns l'international est le moyen de parvenir à l'hégémonie vers laquelle l'orgueil racial les emporte.

D'autres voient, dans l'international, la juste organisation qui, l'amour mutuel des peuples grandissant, permettra de relever les conditions des individus et d'assurer une paix durable.

Les mêmes mots, selon ceux qui en usent, expriment des sentiments bien différents ; ils ne tendent pas aux mêmes fins ; voilà ce qui est grave.

Aussi, pour mettre en œuvre l'international, dans ce qu'il a de bon et même d'excellent, sans sacrifier la sauvegarde nationale, faut-il aux hommes de notre génération une réflexion mesurée et une saine prudence.

Il apparaît qu'à vouloir trop forcer un organisme, si bien construit soit-il, on risque de le faire craquer ; le désir de franchir trop rapidement les étapes est peut-être le défaut de ceux qui voient dans le développement de la Société des Nations la seule manière de renforcer la paix. Il est une autre sécurité que les temps, hélas ! ne nous permettent pas d'abandonner : c'est d'avoir, pour faire respecter les droits nationaux des membres de la Société un armement suffisant.

Partisan, dès les premières heures et avant même sa naissance, de la Société des Nations, j'avoue n'avoir jamais compris et ne pas comprendre aujourd'hui encore quelles pouvaient être la portée, la force et la sincérité de conventions relatives au désarmement ou à la limitation des armements, et notamment des armements aériens ou terrestres.

Où commence l'armement ? Quelle en est la limite ? Quand les productions industrielles et chimiques peuvent fournir presque instantanément aux hommes le moyen de propager la mort, qui prétendra mesurer l'armement ?

Qui oserait affirmer que les clauses des récents traités relatives à la limitation des armements ont été fidèlement respectées, et qu'elles pouvaient l'être ?

Ceux qui doutent de l'impossibilité de conclure une convention précise sur le désarmement ne sont-ils pas éclairés par les palabres qui, à Genève, depuis dix ans, ont été tenus autour de cette question ?

Ce n'est pas l'armement des peuples qu'il convient de connaître, mais leurs intentions.

L'armement, pour une nation pacifique, est le gage de sa sécurité, non un moyen de conquête.

Sans qu'elle puisse porter à ses voisins le moindre ombrage, la Suisse, par exemple, maintient et développe son armement au maximum, dans un esprit purement défensif.

L'esprit de la France, après que l'Alsace et la Lorraine lui furent rendues, est exactement le même. La

France ne prétend à aucune conquête ; elle sait qu'elle ne peut que perdre à étendre ses frontières ; elle ne veut pas davantage accroître le nombre et l'étendue des colonies, elle fait flotter son drapeau et porte sa civilisation.

Cependant, le débat est bien là : dans l'atmosphère de Genève, où des discours de bonne compagnie s'échangent, tandis que de dangereuses et secrètes intrigues se nouent, où parviennent les retentissants et orgueilleux appels de la race germanique, où le fascisme italien, quoique apparemment éloigné, ou le communisme russe, quoique apparemment écarté, font tout de même sentir leur puissante action ; où la Grande-Bretagne poursuit sa politique forcément égoïste d'insulaire, il semble que la proposition de Fédération européenne lancée par le gouvernement français ait eu, pour principal effet, de poser, avec une plus grande acuité le problème du désarmement ; la Fédération européenne est entrée dans les limbes des commissions préparatoires, mais le problème du désarmement tend à en sortir.

Contre la France et ses alliés naturels, toutes les rivalités sont dressées.

Il faut que nous nous rendions compte que la France est jalouse : nation parfaitement homogène, ne nourrissant d'autre prétention que de conserver inviolés son territoire et son domaine colonial, possédant un sol merveilleusement riche, un heureux équilibre entre son industrie et son agriculture, de l'or en abondance, peut-être même en trop grande abondance, pouvant occuper tous ses nationaux sans être contrainte de nourrir des chômeurs, on comprend qu'elle le soit. Inspirer la jalousie est la rançon de ceux qui ont reçu des dons en partage.

Contre la France, les ambitions se pressent. Des États dont la population s'accroît et qui ne savent comment employer tous leurs membres, dont l'économie est troublée, prétendent redouter la force armée d'une nation peu peuplée, et qui n'a aucun désir de conquête ! Nous désarmer, c'est préparer pour eux une proie facile.

Cependant, on peut fort bien développer le prestige et l'esprit de la Société des Nations, sans rechercher des conventions sur le désarmement : on peut rester fidèle à sa conception, à sa valeur pacifique, à son utilité incontestable, sans prétendre que chacun des contractants doit diminuer sa force physique et réelle.

Ne point s'offrir désarmé aux coups d'un envahisseur possible, c'est accroître les chances de règlement pacifique des litiges qui peuvent diviser les nations.

Voilà la thèse que les vrais amis de la Société des Nations doivent soutenir et faire prévaloir.

Le peuple français comprend ces idées : causez librement avec un ouvrier, un bourgeois, un paysan, un fonctionnaire, tous si intelligents, et dont le raisonnement, quand il est livré à lui-même, est marqué par un si clair bon sens, tous seront d'accord.

Il y a une Europe troublée, ils savent que, pour conserver la paix, — qu'ils veulent avec passion, — il faut faire progresser les idées de concorde et d'organisation internationale, mais en même temps être capables, si cette concorde venait à être rompue, de défendre son droit, et pour pouvoir le faire rapidement et sûrement, s'y être soigneusement préparés.

Il ne croient pas que, dans l'état présent de l'Europe, la paix dépende seulement des hommes bien intentionnés qui ne se fient qu'à la valeur des sentiments pacifiques et à la libre soumission des peuples aux sentences juridiques, si haut placée que soit le tribunal appelé à rendre ces sentences.

La paix, le Français veut l'assurer par tous les moyens possibles ; son clair jugement lui permet de déceler ce qu'il y a de bon dans le national, ce qu'il y a de bon dans l'international ; il accepte les avantages que le dernier lui présente, il veut conserver ceux qu'il tient du premier. Il est trop fin pour être la dague du passé ou de l'avenir ; il veut, sa pleine sécurité étant solidement organisée, coopérer au rapprochement pacifique des peuples : voilà pour lui le programme de l'heure présente.

Pour conduire notre politique, nous n'avons qu'à nous fier à la juste mesure du bon sens français sans subir d'entraînement nocifs, sans nous livrer à aucune exagération.

Gardons, gardons avant toute chose l'équilibre entre le national et l'international : c'est la sauvegarde de la France, et sans fol orgueil, nous avons le droit de penser que la sauvegarde de notre nation est celle de la civilisation européenne.

JEAN HENNESSY.

NOUVEL ARRIVAGE

VENTE RÉCLAME

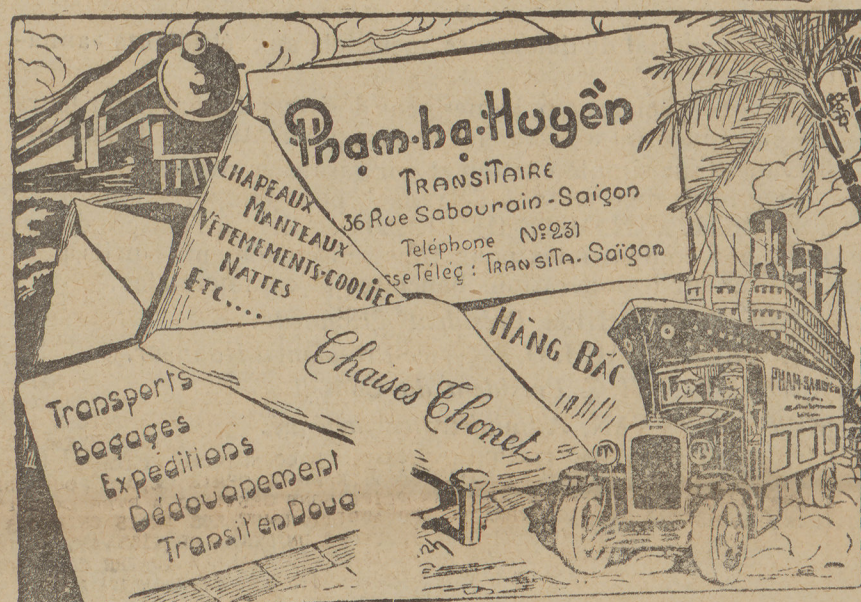
Ballon en véritable cuir, réglementaire 8 \$ 50

Raquette N-V-T. (fabrication Williams) 9 \$ 50

MAISON NGUYEN-VAN-TRAN

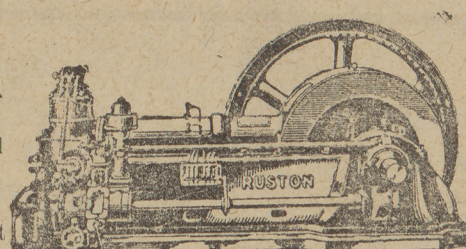
94-96 Bd Bonnard - SAIGON

Téléphone n° 178



MOTEUR Ruston

Super-diesel và
Semi-diesel
Nằm và đứng,
chạy bằng dầu
mazout hoặc dầu



MOTEUR Gardner

Diesel và
Semi-diesel
Nằm và đứng,
chạy bằng dầu
mazout hoặc dầu

Thiện nghệ về máy xay lúa gạo, đã bán rồi nhiều cái dạng tròn danh tiếng.

Canot chạy bằng dầu sắn, dầu lửa và mazout, boîte vitesse cho canot từ 15 đến 50 mã-lực.

ĐẠI LÝ :
Nguyễn-văn-Chức
25-27 rue Colonel Grimaud - SAIGON

Kiến con mắt

Kiến mắt | Còi xa
Kiến xe hơi | Còi gần

« M. » Đỗ kiều « V. »
Kiếm-Thời

Tục kêu : Kiến nhà Đức-Cha
Đại lý độc-quyền

NGUYỄN-VĂN-BÁU

129 - RUE D'ESPAGNE - SAIGON

Hàng nội hóa, giá rẻ :

Mặt ong Nam-kỳ

Nước-mắm Phú-Quốc

Tra-huế Thủ-dầu-một

Xin Đăng hạn hạn

Renseignements administratifs

Sont désignés pour servir sous les ordres :

1° de l'Administrateur, Chef de la province de Hatien : le secrétaire de 6ème classe Nguyen van Tri, en service à Mytho ;

2° de l'Administrateur, Chef de la province de Mytho, en remplacement du Secrétaire Nguyen van Tri, appelé à une autre destination : le secrétaire principal de 4ème classe Vo van Hen, en service à Travinh ;

3° du Directeur des Bureaux du Gouvernement, en remplacement du secrétaire Bui huu Tung, appelé à une autre destination : le secrétaire principal de 4ème classe Vo van Hen, en service à Travinh ;

4° de l'Administrateur, Chef de la province de Travinh, en remplacement du secrétaire ppal Vo van Nèn, appelé à une autre destination : le secrétaire de 2ème classe Nguyen van Nhiên, rentrant de congé.

CHEMINS DE FER DE L'INDOCHINE

Réseau Sud

Avis aux voyageurs de Saigon

Le Chemin de Fer prend et livre les bagages des voyageurs à domicile.

Il délivre également les billets à domicile. (Téléphoner à la gare de Saigon « Service de la Petite Vitesse »)

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉPARGNE

Société Anonyme Française de Capitalisation
Capital : Shanghai Taels : 65.000 (1/2 versé) f
Français 2.000.000 (1/4 versé)

Réserves au 31 Décembre 1929

Shanghai Dollars : 35.044.896.00

Direction pour l'Indochine

26, Rue Chaigneau - SAIGON

Remboursement des Bons d'Épargne

Tirage mensuel

du 28 Octobre 1930

sous la présidence de M. THOMAS, Directeur pour la Cochinchine et le Cambodge de la Société Française des Distilleries de l'Indochine.

Membre du Comité Consultatif

COMBINAISON N° 2

Trente Septième Tirage

La série 451 a été désignée par le sort. Elle renfermait deux Bons d'Épargne Nos 454 et 3471.

Le Bon N° 454 appartenant à M. HOH YING KAI, Etudiant, 46, Rue Chaigneau, à Saigon, a été remboursé pour le Capital de :

MILLE PIASTRES

Le Bon N° 3471 appartenant à M. NGUYEN VAN PHAN, Secrétaire au Service Forestier de l'Annam à Linh Cam (Hatien), a été remboursé pour le Capital de :

Mille piastres

COMBINAISON N° 3 TROISIÈME TIRAGE

La série 0017 a été désignée par le sort. Elle renfermait le Bon d'Épargne N° 0017.

Le Bon 0017 appartenant à M. NGUYEN HAO CA, Ingénieur agronome du Service Agricole, 88 Rue Massigas à Saigon, a été remboursé pour le Capital souscrit de :

MILLE PIASTRES

Remboursement Partiel des Bénéfices de la Combinaison n° 3

Bons de la Combinaison n° 3 en cours au 28 Octobre 1930 : 409 Bons 618.

Montant du remboursement partiel des bénéfices : 294 p. 88.

Le N° 536 est désigné par le sort comme bénéficiaire de ce remboursement. Il appartient à M. NGUYEN VAN NGON, Commerçant à Rachgia, Rue des Halles.

Le prochain tirage aura lieu le Vendredi 28 Novembre 1930, à 15 heures, dans les bureaux de la Société, 26 Rue Chaigneau, Saigon (1er étage).

On peut souscrire aux Bons de la Société chez ses Agents et Courtiers ainsi que dans les bureaux de la Direction pour l'Indochine, 25, Rue Chaigneau, à Saigon (Téléphone 571).

Une brochure explicative sera adressée sur demande.

Thuộc thiên thời của Pharmacie NGUYEN VAN TRI ở Mytho chè ra, đã cứu được nhiều người rồi

Nếu có Cù là thiệt thoa tiếp thêm, đừng cho vọt bè, thì mười bình không trật một. Dám cam đoan

Société Annamite de Crédit

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 250.000 \$

SIÈGE SOCIAL: 54-56, rue Pellerin, Saigon

Agence — Vinhlong

Adresse télégraphique:

Téléphone: 748

CREDITANA

— Ouverture de comptes de dépôts à vue appelés « Comptes courants » de chèques, en piastres et en francs, portant intérêt à 4% l'an.

— Ouverture de comptes spéciaux appelés « Comptes d'épargne » en piastres et en francs portant intérêt à 5% l'an. Comptes pour épargnants, remboursables sur demande, « sans préavis, ni délai ».

— Ouverture de comptes de « dépôts à échéance fixe » portant intérêt à 6% l'an, pour dépôts d'un an. Ces dépôts peuvent cependant être retirés à tout moment, mais ils seraient alors assimilés aux comptes courants et ne rapporteraient qu'un intérêt de 4% l'an pour le temps écoulé depuis le jour où ils sont effectués jusqu'au jour de leur retrait.

— Emission de chèques et transfert par courrier et par câble sur la France.

— Service spécial de paiements mensuels aux étudiants annamites en France.

— Avances spéciales aux jeunes gens désireux de compléter leurs études en France ou à l'étranger (renseignements sur demande).

— Avances sur simple caution et sur garanties réelles.

— Ouvertures de crédits à l'étranger pour l'importation.

La SOCIÉTÉ ANNAMITE DE CRÉDIT se tient à l'entière disposition de nos compatriotes pour tous renseignements qu'ils peuvent désirer sur les opérations bancaires et commerciales.

HUYNH-DINH-KHIEM, Président d'Honneur.

TRAN-TRINH-TRACH, O. M. Vice-Président d'Honneur.

TRUONG-TAN-VI, M. Président du Conseil.

NGUYEN-TAN-VAN, Administrateur-délégué.

NGUYEN-HUU-DO, Dr. TRAN-NHU-LAN, NGUYEN-DUC-NHUAN, P. NGUYEN-VAN-THOM, NGO-TRUNG-TINH et VO HATRI, Administrateurs.

Le Directeur statuaire, &
P. LÊ-VÂN-GÔNG

MOREL & C^{IE}

Les successeurs des

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

DE SAIGON

de BONNEFOY & Cie et de BONADE & Cie

Maison fondée en 1893

MANUFACTURE DE:

CARREAUX EN CIMENT, MOSAIQUES

VÉNITIENNES, POREUX, DALLES,

BUIES, FOSSES SEPTIQUES, etc.

REVÊTEMENTS DE MOSAÏQUE DE MAR-

BRE POUR MURS, ESCALIERS, PAR-

QUETS, etc.

Bureaux: 1, Rue d'Ayot

angle de la rue Mac-Mahon

SAIGON

Téléphone: 118

Adresse télégr.: Indus-Saigon

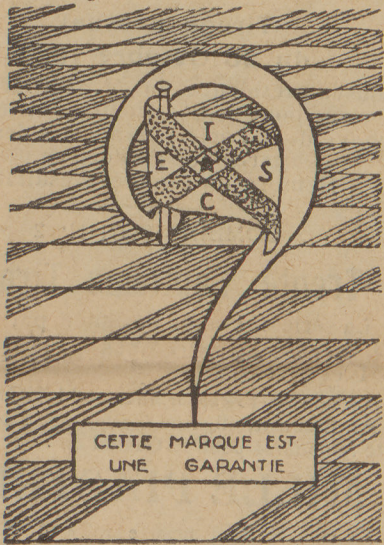
Codes:

Lugagne-Bentleys A. Z. Français

Usines et entrepôts

Quai de la Marne

Saigon Khanh-hoi



A VENDRE

Citroën C 4 familiale 7 places état neuf CC 300 prix 2 800 \$.

Torpédo 2 place 8 CV entièrement révisée à neuf Sénéchal C. 8385. Prix 800 \$.

S'adresser 17 Bd. Laro

ou au Garage BAINIER

Dinh-vân-Hoat & Bùi-dinh-Tu

Kể từ ngày 1er mai trở về sau, hàng này đã giao lại cho chúng tôi. Chúng tôi đã chính đôn lại, có thợ máy giỏi, thợ sơn khéo, đồng thúng xe và máy mui đệm rất cân thận. Có nhận làm đồ ngụy, đồ tiện, quần magnéto, sửa dynamo và sửa đèn xe hơi nữa. Giá tính phải chăng, xin đồng-bào chiếu cố.

Kính cáo.

Garage NAM-HIỆP-THÀNH,

168, BOULEVARD-GALLIÉNI.

(Đường xe điện giữa di Cholon-Saigon)

Ecole laïque et cinquantenaire

(du journal « Le Quotidien »)

La proposition Gourdeau, qui a été discutée à la Chambre et qui, transformée, a donné lieu à une loi par laquelle le cinquantenaire de l'école publique serait officiellement fêté en 1931, s'en tenait, nous l'avons déjà signalé, à la glorification des lois laïques et de l'école publique.

La droite voulait mêler l'école privée confessionnelle à cette commémoration. Elle était soutenue par le gouvernement. Cette surenchère ne fut pas retenue. Mais le cinquantenaire sera aussi celui de Jules Ferry, ce qui permettra, à l'occasion de l'œuvre coloniale de Jules Ferry, des manifestations d'un caractère spécial de la part des droites et du gouvernement qui ont cru là trouver une revanche.

Les journaux de droites cependant, craignent, en dépit des assurances si réactionnaires du président du Conseil, l'offensive laïque du cinquantenaire. La Croix, notamment, s'émue, bien qu'elle reconnaisse que le discours prononcé par M. Tardieu à cette occasion fut plus rassurant que ceux même de Méline.

Quelle occasion devrait présenter pour les partisans de la laïcité, pour ceux qui savent que ce vocable ne fait que résumer en bref les plus libres et plus hautes vues de l'esprit, cette fête du cinquantenaire ! Il s'agirait moins de glorifier le passé et de faire le point que de dénoncer les dangers présents courus par la laïcité, par la liberté de conscience et de pensée avec lesquelles elle se confond et dont elle n'est qu'un aspect.

On a trop souvent prétendu que la laïcité n'était qu'une forme de l'étrouffement d'esprit de gens affichant un dogmatisme sectaire, pour que nous ne tentions pas de faire la démonstration publique de la fausseté voulue de cette iniquité.

Au cours du cinquantenaire, c'est une belle occasion que de rappeler où sont les dogmes indiscutés que l'esprit ne doit pas se permettre de discuter. La laïcité est un vaste champ de discussions où toutes les idées peuvent s'affronter dans une liberté totale. L'esprit laïque est l'esprit scientifique. Il recherche la vérité par les lois de la logique humaine, non par les lumières divines de la révélation.

Mais cet état d'esprit qui accorde ses préférences à la raison est compatible avec la tolérance ; quelle religion pourrait en dire autant ? Nous ne sommes pas antichrétiens.

Nous sommes contre le cléricalisme qui conduit à la déformation des dogmes indiscutables, en les mécanisant par certaines pratiques d'une routine antipédagogique certaine.

Nous sommes contre le cléricalisme, qui en défendant l'universalité de l'Eglise dans tous les domaines, aboutit à un intolérable esprit de domination contre lequel nous ne faisons que résister. Nous sommes contre le cléricalisme qui aboutit à la dictature, qui a toujours été contre la démocratie et la liberté de conscience. Qu'on relise le Syllabus !

Le cinquantenaire de 1931 doit être, particulièrement par le rappel de l'œuvre de Paul Bert, des attaques actuelles contre l'Ecole, une manifestation massive de défense de la laïcité aujourd'hui en péril, qui fasse réfléchir les pouvoirs publics et nos adversaires. Nous ne voulons pas, demain, retomber sous le joug des congrégations.

Le cinquantenaire, s'il est surtout l'œuvre des républicains, aura pour conséquence de déclencher un mouvement favorable à la laïcité dans le pays, en en faisant comprendre toute la valeur spirituelle.

Si le gouvernement tient à faire entrer dans le cadre du cinquantenaire des lois laïques, les écoles privées elles-mêmes, on pourrait s'il persiste, malgré la loi, dans cette intention, mettre en balance les méthodes de l'école publique et celles de l'école confessionnelle. Une comparaison des ouvrages scolaires serait particulièrement savoureuse. Quelques livres d'enseignement des sciences ou de l'histoire, en usage dans les écoles confessionnelles, ouvriraient sûrement les yeux aux personnes qui ont encore confiance dans les procédés jésuitiques d'éducation.

Cette école laïque, qui a besoin d'être défendue plus que jamais, et en quelque sorte l'extérieur, doit l'être également à l'intérieur. Dans l'exposition pédagogique du cinquantenaire, nous pourrions constituer la galerie des palais scolaires. De simples photos agrandies — on en a déjà vu quelques-unes ici même dans cette page *Autour de l'Ecole* — montreraient dans quel délabrement peuvent être parfois laissées les maisons d'école. Les prisons sont certainement mieux tenues.

Quoiqu'il en soit, le cinquantenaire devra servir l'école matériellement et moralement. Il ne faudra pas craindre pour cela, tout en conservant l'originalité nationale de nos créations propres, d'aller chercher des exemples à l'étranger.

L'exposition pédagogique, que nous avons visitée en avril 1928 à

En Chine

Le singe opiomane

Shanghai, 28 Octobre 1930. — C'est un fait extrêmement connu et cité par tous les écrivains qui se sont occupés d'opium que les animaux domestiques sont très « amateurs » de la drogue et qu'ils l'apprécient au moins autant que leurs maîtres lorsque ceux-ci sont intoxiqués. Il a été constaté par exemple que les chiens d'appartement et les chats de fumeurs sont atteints d'opiomanie et soit qu'ils respirent la fumée, soit qu'ils mangent du dross, ils se trouvent très gravement indisposés si pour une cause ou pour une autre, l'opium disparaît de la maison. La chose a été constatée surtout pour les souris, les rats, les cafards qui pénètrent dans les tiroirs où sont conservés les attirails des fumeurs et qui meurent rapidement par privation si leur « hôte » se guérit de sa manie ou quitte la place.

Un incident assez curieux et unique dans les annales de l'opiomanie chinoise s'est produit ces jours-ci à Shanghai où un singe, non content de respirer l'air saturé de fumée d'opium, dans la fumerie de son maître, s'avisait, avec le don d'imitation bien connu de son espèce, de répéter exactement toutes les opérations de cuisson et de préparation d'opium auxquelles son maître s'était souventes fois livré devant lui. Ce n'était sans doute pas la première fois que cela lui arrivait, mais ce fut la première fois que son maître rentra soudainement le surprit en train de « fumer ». Le propriétaire de la bête, furieux, le frappa sur le crâne si violemment que l'animal mourut quelques minutes après.

L'affaire n'en resta pas là car la maîtresse de maison qui avait à se plaindre de son époux pour d'autres raisons depuis très longtemps sauta sur ce prétexte, démontra que le singe avait été acheté par elle et non par son mari, que la brutalité de celui-ci était donc exercée à ses dépens, qu'elle invoqua aussi les sentiments de respect pour les animaux que le vieux bouddhisme et les croyances météorologiques ont laissées si vivaces dans les âmes chinoises et peignit son mari sous les traits d'un dévoyé, d'un brutal et d'un impie, pour finalement obtenir un divorce fort avantageux.

La mort pour un copper

Un copper dans le pidgin de Chine c'est un sou. Et un voleur réputé de Shanghai vient d'être condamné à mort pour avoir volé un copper. Et la chose vaut d'être notée parce qu'elle éclaire d'un jour très singulier les méthodes que suit encore la justice chinoise en dépit des efforts modernisateurs du gouvernement de Nankin. En effet Yu Son, c'est le nom du condamné, fit preuve durant de longues années d'une telle habileté qu'il ne put jamais être « pincé ». Car les détours de nos règlements et de notre procédure ne sont rien auprès des finesse de la loi chinoise : un homme habile est toujours sûr de s'en tirer.

Les affaires continuèrent de prospérer jusqu'au jour où Yu commit l'erreur d'entreprendre une escroquerie qui échoua lamentablement puisqu'elle ne lui rapporta que un copper. Mais il entreprit cette affaire en compagnie de trois autres vauriens. Et c'est ici que l'attendait les juges puisqu'ils firent observer qu'en temps de guerre les réunions sont interdites, les associations secrètes également, que le fait de se réunir confit un complot contre la sûreté de l'état. Les délinquants furent condamnés à mort et exécutés, pour un sou.

Sans doute ils ne l'avaient pas volé pour bien d'autres raisons ; mais leur avocat (un chinois) fait justement observer que pareilles méthodes sont extrêmement inquiétantes. Il rappelle que certains gouvernements locaux ont pu, profitant de la même loi, traité de simples sociétés anonymes en constitution comme des associations secrètes et leur faire verser des amendes considérables sans aucune espèce de motif. Et, tout arrive ! ce chinois fait appel au sentiment de sécurité des étrangers pour leur dire : « Admettez-vous pareilles pratiques ? Que se passera-t-il demain quand vous serez soumis aux tribunaux indigènes et qu'un bon prétexte s'offrira à quelques juges sans scrupules pour obtenir de vous une importante contribution à leurs « bonnes œuvres personnelles ».

En France

M. Piétri annonce la renaissance coloniale de la France

Paris, 28 octobre 1930. — Le Ministre des Colonies, M. Piétri, faisant une conférence à la Sorbonne, a constaté que le commerce des colonies avec l'étranger est plus développé qu'avec la Métropole et qu'en 1929, elles ont acheté à la métropole pour 4 milliards de plus qu'elles ne lui ont vendu. Il a dénoncé le vice des tarifs douaniers, dont la plupart avantageaient les marchés étrangers et a déclaré que la plan de protection de la production coloniale sera bientôt voté par la Chambre. Il a ajouté que des milliards vont être mis à la disposition du domaine colonial ; si cet emprunt est réparti de façon paternelle et si les nouvelles lois douanières appliquées, on pourra alors attendre avec confiance la renaissance coloniale de la France.

Berlin, n'avait pas craint d'être internationale pour le plus grand profit des visiteurs universitaires. Les éditions scolaires allemandes par leur aspect, leur goût, leurs illustrations, pourraient, par exemple, utilement inspirer certains éditeurs français.

Le congrès pédagogique ferait également appel sans dommage, non seulement à nos éminents pédagogues, mais aux pédagogues étrangers, et s'il sait consacrer une part importante de ses travaux à la pratique de l'enseignement en faisant intervenir les professeurs eux-mêmes, il est assuré à l'avance d'un grand succès.

Le gouvernement actuel tiendra-t-il à donner aux assises pédagogiques de 1931 un tel retentissement ? C'est douteux. A moins que d'ici là... — Henri Blutte.

QUELQUES MAXIMES

Un cœur ! Une chaumière et surtout !... Une Conduite
“ TOUT ACIER ”

CITROËN C4 C6

Tel est le rêve de nos amoureux modernes

Aux Etats-Unis

Une déclaration du général Pershing

New-York. — Le « Magazine Country Homes » publie une importante déclaration du général Pershing mettant ses compatriotes en garde contre le désarmement : « Nous savons bien que nous ne provoquerons jamais la guerre, mais aucun fait au cours de l'histoire ne permet de croire que personne ne provoquera de conflit armé. Il ne s'agit pas de savoir si nous croyons à la guerre mais si nous sommes désireux de défendre le pays ».

On remarque que c'est la première fois depuis la guerre que le général Pershing intervient dans la politique nationale des Etats-Unis.

En Angleterre

La ratification de l'accord tripartite

Londres. — Les ambassadeurs des Etats-Unis et du Japon ont déposé à midi au Foreign Office l'instrument de ratification par leurs gouvernements respectifs du traité naval de Londres. En présence de M. Mac Donald, Henderson, Alexander, Bennett Scullin, Forbes, Hertog, Après signature du procès verbal de ratification de l'accord tripartite, M. Mac Donald a exprimé satisfaction et dit qu'il était heureux que les ambassadeurs de France et d'Italie assistassent à la réunion.

Le premier anglais a insisté sur le fait que c'est à la suite de difficultés techniques que n'a pas encore été effectué le dépôt des instruments de ratification, au nom de l'Irlande. Cette formalité sera accomplie dans quelques semaines. Il a retracé brièvement les détails des négociations et les efforts accomplis depuis la conférence de Washington en 1922 en faveur de la limitation des armements navals. Il a rappelé que la France et l'Italie ont signé le traité, sauf la clause limitant les forces navales. Il a affirmé l'ardent désir que les négociations engagées entre les deux pays aboutissent avant peu. L'échec lui semble impossible car c'est sur leurs efforts que sont concentrées les espérances du monde pour le progrès du désarmement.

Revenant sur les efforts qui ont abouti à la signature du traité, il a souligné que sans l'action de toutes les puissances navales, en vue d'arrêter la course aux armements, l'histoire se répéterait indéfiniment. Il est au contraire à noter que de puis les accords de Londres les relations de l'Angleterre avec les Etats-Unis et le Japon ont revêtu un caractère cordial. Ce fait doit encourager ceux qui poursuivent des négociations susceptibles par leur succès, même aux prix d'un léger sacrifice, de limiter les difficultés d'ordre international.

Remerciements

Monsieur Cao-trieu-Ky, la famille Cao trieu-Chanh, la famille Chau dac Loi, remercient profondément ses amis et connaissances d'avoir bien voulu témoigner leur sympathie aux éprouvés à l'occasion du décès de Madame Cao trieu-Ky née Chau-thi-Huon.

M. Cao-trieu-Ky,
La Famille Cao trieu-Chanh,
La Famille Chau-dac-Loi.

BULLETIN des crues du 23 Octobre 1930

		PLUS HAUTES MERS						DATES des	
POSTES		HAUTEURS LUES EN 1930				Hauteurs plus en 1930		plus hautes eaux en 1929	
d'Observations	DATES des observations	aux dates des observations	les jours précédents	minima des P. H. E.	aux mêmes dates		maxima des P. H. E.		
Luangprabang	22-10-30	612	632	076	598	1675	22-8		
Vientiane	id.	528	542	051	476	1332	25-9	id.	
Savannakhet	id.	390	407	008	440	1375	27-8		
Khong	id.	315	319	013	335	737	27-8		
Strungtreng	21-10-30	469	470	089	635	1080	30-8		
Sambor	id.	388	343	035	558	1060	1-9		
Phonpenh	id.	944	950	190	1049	1099	5-9		
Snoetrou	id.	1165	1163	330		1218	25-9 (N.G.)		
Chanhao	22-10-30	518	523	110	576	600	16-9	id.	
Chaudoc	id.	510	514	110	556	583	21-9	id.	
Longxuyen	id.	349	344	154	377	379	23-9	id.	
Nuissap	id.	389	380	115	389	389	9-10	id.	
Rachgia	id.	169	165	141	372	291	11-7	id.	
Thotnot	id.	310	305	192	314	322	3-10	d.	
Cantho	id.	301	296	137	292	317	3-10	id.	
Camau	id.	146	151	094	151	181	3-1	id.	
Duatho	id.	266	262	148	260	282	8-6	id.	
Dangai	21-10-30	302	282	202	370	842	28-1	id.	
Vinhthanh	id.	322	330	225	360	367	23-10	id.	
Sadee	22-10-30	267	267	149	293	299	23-10	id.	
Vinhlong	id.	197	191	094	250	250	22-10	id.	
Travinh	id.	250	254	049	282	272	20-10	id.	
Caibé	id.	252	247	028	262	282	7-8	id.	
Mytho	id.	258	230	121	250	278	4-10	id.	
Tanan	id.	117	116	072	153	153	22-10	id.	
Benluc	id.	142	142	081	149	152	23-10	id.	
Phuan	id.	131	129	049	135	161	14-4	id.	
Kega	id.	131	129	062	141	159	18-10	id.	
Nuinau	id.	083	089	030	120	148	23-10	id.	
Cap-St-Jacques	id.	116	111	039	102	112	19-11	id.	